

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet CIBS	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-135212/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-135212	Date 2012-11-05
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-212-6033	
File No. - N° de dossier TOR-2-35116 (212)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-11-14	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Shaw, Marian	Buyer Id - Id de l'acheteur tor212
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2065 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification numéro 001 vise à apporter des changements à l'Énoncé de travail (EDT) et à fournir des réponses aux questions reçues à ce jour de la part des soumissionnaires.

DANS L'ANNEXE A, ÉNONCÉ DE TRAVAIL

Section 3.1.2.1.3 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).

Supprimer au complet.

Section 3.1.2.1.6 Protection de l'environnement.

Supprimer au complet.

Section 4.1, Planification des CEB de l'exercice

Supprimer au complet.

Remplacer par :

4.1 Planification des CEB de l'exercice. Le Contrôleur d'exercice de l'entrepreneur participera aux conférences et/ou aux groupes de travail de planification de l'exercice du client afin de donner des conseils sur l'intégration des acteurs civils dans la conception de l'AIC DOE.

Section 4.6 AAA postérieure à l'exercice

Supprimer au complet.

Remplacer par :

4.6 AAA postérieure à l'exercice. L'entrepreneur produira un rapport postérieur à l'exercice qui rendra compte des réussites de l'exercice ainsi que des domaines à améliorer dans les exercices subséquents. Le rapport doit être livré en anglais au plus tard 30 jours après la fin de l'exercice.

DANS L'APPENDICE 1 DE L'ANNEXE A

Section 2 Changement d'EOC

Supprimer au complet.

Remplacer par :

2. Changement d'EOC. Les tâches opérationnelles changeantes des Forces canadiennes peuvent nécessiter une modification du contexte linguistique et/ou culturel des acteurs civils par rapport à ce qui est mentionné présentement dans le SCIC. L'entrepreneur devra fournir des acteurs qui pourront répondre à toutes les exigences imprévues de soutien de l'instruction. Les Forces canadiennes déploieront tous les efforts possibles pour aviser l'entrepreneur le plus tôt possible (pas plus que 180 jours avant la date prévue) afin qu'il puisse répondre efficacement à tout écart des normes linguistiques et/ou culturelles énoncées dans le SCIC.

Section 3 Quantité de CEB/exercice

Supprimer au complet.

Remplacer par :

3. Quantité de CEB/exercice. La quantité totale et la catégorie des CEB nécessaires varieront selon l'exercice. On pourrait demander à l'entrepreneur de fournir entre 10 et 120 CEB de soutien pour un seul exercice. Les exercices auront une durée totale de huit (8) à vingt cinq (25) jours de contrat, à l'exclusion des jours avant et après l'exercice. Le rythme d'instruction d'un exercice peut nécessiter un grand nombre de CEB pour de courtes périodes. On pourra demander à l'entrepreneur d'augmenter le nombre de CEB de soutien dans un exercice par jusqu'à 50 p. 100 pour une période d'au moins un (1) jour complet. Les Forces canadiennes en informeront l'entrepreneur en lui donnant un avis au moins 60 jours avant le jour E s'il faut augmenter le nombre de CEB requis. Tous les employés de l'entrepreneur, qu'ils soient contractuels pour tout l'exercice ou pour une période de pointe, doivent participer à la formation préalable à l'exercice dispensée par le client.

RÉPONSES AUX QUESTIONS REÇUES À CE JOUR

- Q1. Annexe A, EDT, page 3, section. Pouvons-nous obtenir un exemplaire du SIMDUT du MDN?
- R1. La section 3.1.2.1.3 de l'EDT a été supprimée. Veuillez vous reporter également à la réponse 20.
- Q2. Annexe A, Énoncé de travail, page 4, section 3.1.2.1.6. Avons besoin d'un exemplaire des ordres de sécurité du MDN, des FC et de l'Armée de terre.
- R2. La section 3.1.2.1.6 de l'Énoncé de travail a été supprimée.
- Q3. Annexe A, EDT, page 4, section 3.1.3.1.1. Cette section semble indiquer que l'instruction pourrait être dispensée ailleurs qu'à la BFC Wainwright (« habituellement une installation d'instruction des Forces canadiennes »). Veuillez indiquer si l'instruction pourra être dispensée à divers endroits, aux termes du contrat, et, le cas échéant, à quels endroits elle aura probablement lieu.
- R3. Les soumissionnaires sont priés d'indiquer un prix pour de l'instruction dispensée à la BFC Wainwright. Si des services sont requis dans d'autres BFC, le MDN déterminera à ce moment-là la façon de procéder.
- Q4. Annexe A, EDT, page 4, section 3.1.3.1.2. Il y a contradiction entre la section 3.1.3.1.2 « L'entrepreneur est responsable de nourrir ses employés. » et la section 3.1.3.1.2.1 « Repas dans les CTSE ». Veuillez indiquer si le MDN fournira les repas aux CEB lorsqu'ils seront déployés dans le cadre d'exercices, conformément aux sections 3.1.3.1.2.1 et 3.1.3.1.2.2.
- R4. Lorsque les CEB seront en service pour prendre part à des exercices dans les CTSE, le MDN les nourrira conformément aux 3.1.3.1.2.1 et 3.1.3.1.2.2.
- Q5. Annexe A, EDT, page 5, section 3.1.3.1.2.3. Veuillez indiquer les tarifs à la cuisine de la base pour le déjeuner, le dîner et le souper.
- R5. Les tarifs du MDN pour les repas servis à la cuisine de la base Wainwright sont actuellement les suivants :
- Déjeuner - 5,75 \$
Dîner - 11,50 \$
Souper - 11,50 \$

Les tarifs peuvent changer.

- Q6. Annexe A, EDT, page 5, section 3.1.3.2.1. Veuillez préciser si le POC principal/cadre supérieur de l'entrepreneur est tenu d'être EN SERVICE ou EN DISPONIBILITÉ durant la période de 24 heures mentionnée dans cette section. On entend, par EN SERVICE, être éveillé et au lieu d'affectation/poste de travail, et par EN DISPONIBILITÉ, être disponible par radio/téléphone, ce qui sous-entend la possibilité de se reposer/dormir durant la période de 24 heures.
- R6. Le contrôleur d'exercice de l'entrepreneur sera tenu d'être EN SERVICE, c'est-à-dire éveillé et disponible au lieu d'affectation ou au poste de travail de 0700 à 1700 et EN DISPONIBILITÉ, c'est-à-dire disponible par radio ou par téléphone de 1700 à 0700.
- Q7. Annexe A, EDT, page 6, section 3.3.1. Cette section décrit les échéances de planification de l'exercice - comme nous nous trouvons déjà dans les délais prévus quant à l'attribution du contrat/pour une date de début du 15 janvier 2013, comment le RT prévoit-il faire concorder le tout? Nous devrions être rendus au GTCE (partie 1). Autre question : Quand la première activité/le premier exercice appuyé par des CEB doit-il avoir lieu aux termes du nouveau contrat? Pouvons-nous obtenir une copie du calendrier d'exercices de 2013 afin d'évaluer avec exactitude le déroulement probable des activités?
- R7. Il y aura normalement un ou deux exercices d'envergure par année. En général, le nombre d'exercices alternera chaque année entre un et deux. Il y aura deux exercices en 2013, soit Maple Resolve (MR) 1301 en mai/juin et MR1302 probablement en sept./oct. Des changements pourraient survenir.
- Le CCEM fournira de l'information à l'entrepreneur au sujet de MR1301 après l'attribution du contrat. Les échéanciers de planification de MR1301 sont provisoirement les suivants :
- Conférence de planification initiale (du 4 au 7 septembre 2012) Tenue
 - Conférence de planification principale (du 4 au 7 décembre 2012) Sera tenue avant l'attribution du contrat
 - Groupe de travail sur la conception des exercices (du 11 au 15 février 2013) Présence de l'entrepreneur requise
 - Conférence de planification finale (du 3 au 5 avril 2013) Présence de l'entrepreneur requise
 - Arrivée des civils dans l'espace de bataille (CEB) au Centre canadien d'entraînement aux manoeuvres (CCEM) (le 7 mai 2013)
 - Départ des CEB du CCEM (le 10 juin 2013)
- Q8. Appendice 1 de l'annexe A, page 1, section 1. Veuillez clarifier le critère relatif à l'ethnicité des CEB. Les langues indiquées étant le FRANÇAIS et l'ESPAGNOL, nous présumons que c'est la langue qui importe, et non l'ethnicité?
- R8. Les exigences en matière d'ethnicité et de langue sont déterminées lors de la conférence de planification principale et sont confirmées par le groupe de travail sur la conception des exercices. Les langues (le français et l'espagnol) requises demeurent les mêmes. En cas de besoin, les ethnicités seront dictées par les scénarios et les fiches d'antécédents personnels remises aux CEB.

-
- Q9. Appendice 1 de l'annexe A, page 1, section 4. Confirmer la nationalité, l'ethnicité et le sexe des CEB, de même que leur nombre pour chaque catégorie.
- R9. La nationalité, l'ethnicité, le sexe et le nombre des CEB seront précisés dans un EDT au moins 60 jours avant le premier jour auquel l'entrepreneur est tenu de se présenter au travail.
- Q10. Annexe F, page 1, section 1. Dans le paragraphe B, « militaire » est défini comme un projet demandé ou géré par les Forces canadienne ou en leur nom... Comme rien n'est indiqué à ce sujet dans les paragraphes A ou C, je présume qu'une expérience dans ces domaines à l'extérieur du Canada serait acceptable pour qu'une soumission réponde aux critères obligatoires et soit recevable?
- R10. Une expérience internationale dans les domaines du recrutement et de la simulation de blessures sera jugée acceptable.
- Q11. Jusqu'à quelle date accepterez-vous des questions relativement à cette invitation à soumissionner?
- R11. Veuillez vous reporter à la demande de proposition, partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, article 3, Demandes de renseignements - en période de soumission, où il est stipulé que toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions.
- Q12. Est-ce que des services semblables sont fournis actuellement ou l'ont été dans le passé? S'ils ont déjà été fournis par une entreprise, quels étaient le nom du fournisseur, ainsi que la durée et la valeur du contrat?
- R12. L'entreprise Allied Container Systems Incorporated d'Edmonton, en Alberta, fournit actuellement des services semblables. Le contrat actuel a été attribué pour la période de mai 2009 à décembre 2012, les dépenses étant limitées à 20 millions de dollars. Comme il s'agissait d'un contrat de fourniture de services « sur demande », les services sont payés uniquement lorsqu'ils sont nécessaires, en fonction des autorisations de travail délivrées. Veuillez noter que la portée du besoin et l'environnement opérationnel contemporain reproduit ont changé. Par conséquent, il ne faut pas se fonder sur le coût estimatif du contrat existant pour préparer la soumission.
- Q13. Est-ce que toutes les activités d'instruction collective autorisées aux termes de cette invitation à soumissionner se dérouleront dans les environs de l'USS de Wainwright et de ses zones d'entraînement associées?
- R13. Les soumissionnaires sont priés d'indiquer un prix pour l'instruction fournie à la BFC Wainwright. Dans le cas où des services sont requis dans d'autres BFC, le MDN déterminera à ce moment-là la façon de procéder.
- Q14. S'il est probable que des activités d'instruction collective aient lieu ailleurs, est-ce que TPSGC peut préciser où se trouvent les autres zones/lieux d'instruction qui seront utilisés et de préférence indiquer à quelle fréquence ces autres lieux d'instruction seront utilisés?
- R14. Il s'agira d'une rare exception. Parmi les exercices prévus pour les trois prochaines années, il n'a pas été confirmé qu'il s'en déroulerait ailleurs qu'à la BFC Wainwright.
- Q15. Est-ce que deux entrepreneurs potentiels ou plus peuvent présenter une soumission conjointe dans le cadre de cette invitation à soumissionner?

-
- R15. Veuillez vous reporter à la section 17, Coentreprise, du document 2003 (2012-07-11), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels.
- Q16. Est-ce que cette invitation à soumissionner permet d'avoir recours à des sous-traitants? Le cas échéant, le rendement antérieur d'un sous-traitant peut-il être pris en compte afin de répondre au critère obligatoire relatif au rendement antérieur à l'annexe F, paragraphe 2 a -c.?
- R16. Cette invitation à soumissionner permet d'avoir recours à des sous-traitants. Seul le rendement antérieur du ou des soumissionnaires servira à déterminer le respect du critère obligatoire à l'annexe F.
- Q17. Veuillez confirmer le coût approximatif des repas par personne à la cuisine de la base.
- R17. Veuillez vous reporter à la réponse 5 ci-dessus.
- Q18. Au sujet de l'annexe A, paragraphe 3.3.3.1. - Est-il important, souhaitable ou sans importance que les CEB prenant part aux scénarios des dirigeants clés possèdent une expérience pratique de la conduite de ce type d'engagement dans le contexte d'une mission opérationnelle/à l'étranger?
- R18. Non. Il importe et il est souhaitable que les acteurs possèdent de bonnes habiletés d'interprétation de rôle leur permettant de convaincre les groupes-cibles principaux de l'instruction (GCPI) qu'ils interagissent avec les personnages incarnés.
- Q19. Au sujet de l'annexe A, paragraphe 3.1.2.1.4. - L'entrepreneur sera-t-il tenu de fournir aux CEB du matériel de protection particulier qui pourrait vraisemblablement s'avérer nécessaire au-delà de l'équipement et des vêtements requis pour faire face aux conditions climatiques, tels que des chaussures à bout renforcé, des lunettes de protection, des appareils respiratoires ou des gilets pare-balles?
- R19. Non. La mention d'EPI pour les CEB au paragraphe 3.1.2.1.4 est strictement liée aux conditions météorologiques. À la base Wainwright, le temps peut être extrêmement froid, pluvieux, sec, venteux ou humide. Le MDN ne fournit aucun type de vêtements ou d'accessoires de protection personnelle contre ses éléments. Il incombe entièrement à l'entrepreneur de veiller à ce que les CEB et ses employés soient habillés en fonction des conditions météorologiques.
- Q20. Concernant l'annexe A, paragraphe 3.1.3.2.3. - Est-ce que la formation en secourisme et sur le SIMDUT est considérée comme faisant partie de l'instruction préalable à l'exercice, ou des activités administratives de l'entrepreneur?
- R20. Aucune formation en secourisme n'est procurée. L'entrepreneur doit dispenser cette formation avant le premier jour de travail sur les lieux de l'exercice.
- Le MDN fera un exposé sur le SIMDUT à l'intention de tous les participants dans le cadre de la formation préalable à l'exercice.
- Q21. Il est indiqué à l'annexe A, paragraphe 3.3.1. qu'un échéancier typique pour la planification de l'exercice commence 180 jours avant le premier jour de l'exercice, mais nous présumons que des activités d'instruction collective nécessitant la participation de CEB sont déjà prévues pour les six premiers mois de 2013. Est-ce que TPSGC peut donner des explications à ce sujet et indiquer quelle sera la date probable de l'attribution de la première autorisation de tâches dans le cadre de cette invitation à soumissionner, et/ou de la tenue de la première activité d'instruction collective?

-
- R21. La première activité d'instruction collective dans le cadre du nouveau contrat est prévue provisoirement pour mai/juin 2013. La première autorisation de tâches sera délivrée après l'attribution du contrat.

Veuillez vous reporter également à la réponse 7 ci-dessus.

- Q22. L'accès à un calendrier d'instruction à jour faisant état de toute activité d'instruction collective proposée qui nécessite la participation de CEB durant la période d'exécution du contrat, même à l'état d'ébauche, augmenterait sensiblement notre capacité d'élaborer une solution efficace et efficiente aux fins de cette invitation à soumissionner. Est-il possible d'avoir accès à ce calendrier? Autrement, est-ce que TPSGC peut confirmer qu'un tel calendrier sera communiqué au soumissionnaire retenu?
- R22. Il y aura normalement un ou deux exercices d'envergure par année. En général, le nombre d'exercices alternera chaque année entre un et deux. Il y aura deux exercices en 2013, soit Maple Resolve (MR) 1301 en mai/juin et MR1302 probablement en sept./oct. Des changements pourraient survenir.

Toutes les autres conditions demeurent inchangées.